



Sylvain ROBERT
Maire de Lens
Président de la Communauté
d'Agglomération de Lens-Liévin

**DIRECTION
Services Techniques
Cadre de vie**

Affaire suivie par M. Alain DE SCHEPPER
Agent de Maîtrise Principal Territorial
AD/DPB

ARRETE N : 2022 -2654

NOMENCLATURE : 8-3

ARRETE PORTANT RESTRICTION TEMPORAIRE DE CIRCULATION ET INTERDICTION TEMPORAIRE DE STATIONNEMENT DES VEHICULES RUE DES RENARDIÈRES A LENS,

Le Maire de la Ville de Lens,
Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2211-1 à L.2213-6,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté municipal n° 2020-1029 du 25 mai 2020 modifié par l'arrêté n° 2022-1726 du 30 juin 2022 portant délégation à des Adjointes au Maire,

Vu la charte de l'arbre de la Ville de Lens,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2020 relative à la protection et l'indemnisation suite à dégradation sur le patrimoine arboré,

Vu l'accord de la CALL en date du jeudi 12 mai 2022,

Vu l'accord du SMTAG en date du jeudi 12 mai 2022,

Vu la demande en date du 19 août 2022 reçue aux services techniques de la Ville de Lens le 19 août 2022 de l'entreprise LEFEBVRE, 4ème avenue du port fluvial, 59120 LOOS,

Considérant que des travaux de réfection de chaussée vont être entrepris par l'entreprise LEFEBVRE pour le compte de GRDF et qu'il convient de prendre des mesures pour en faciliter la réalisation et prévenir les accidents, durant la période allant du lundi 26 septembre 2022 au vendredi 21 octobre 2022. (uniquement 1 nuit de 21 h 00 à 7 h 00).

ARRETE

Durant la période allant du lundi 26 septembre 2022 au vendredi 21 octobre 2022, la circulation sera modifiée (uniquement 1 nuit) rue des Renardières à Lens.

ARTICLE 1 : Le stationnement sera réservé à l'entreprise LEFEBVRE au droit des travaux, sur une distance de 50 mètres de part et d'autre du chantier et de part et d'autre de la chaussée, et interdit à tout autre véhicule, suivant l'avancement du chantier.

ARTICLE 2 : Un itinéraire de déviation sera mis en place comme suit :
- pour les véhicules circulant dans le sens rue Vincent Auriol vers la route de la Bassée : par la rue Robert Schuman, la route de la Bassée et la rue Alexis Halette ;
- pour les véhicules circulant dans le sens route de la Bassée vers la rue Vincent Auriol : par la rue Alexis Halette, la route de la Bassée, la rue Robert Schuman et la rue Vincent Auriol.

ARTICLE 3 : La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/heure.

ARTICLE 4 : La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise LEFEBVRE conformément à la 8^{ème} partie du Livre I de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire en milieu urbain, précisée dans l'article 132 de cette instruction.

ARTICLE 5 : Durant la nuit, la signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise LEFEBVRE conformément à la 8^{ème} partie du Livre I de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire en milieu urbain, précisée dans l'article 129 de cette instruction.

ARTICLE 6 : Lors des interventions sur trottoir, un passage sécurisé sera mis en place au droit du chantier afin de faciliter la circulation des piétons.

ARTICLE 7 : En cas de dégradation volontaire ou non survenant sur le patrimoine arboré, le Barème d'Evaluation de la Valeur de l'Arbre approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2020 sera appliqué.

ARTICLE 8 : L'entreprise LEFEBVRE sera tenue d'assurer le nettoyage des voiries au droit du chantier. Elle est également tenue de respecter les préconisations sanitaires en vigueur.

ARTICLE 9 : L'entreprise LEFEBVRE sera tenue d'intégrer à la durée des travaux, les réfections éventuelles complètes et définitives des chaussées et trottoirs, au droit du chantier.

ARTICLE 10 : L'entreprise LEFEBVRE sera tenue pour seule et entière responsable de tous les accidents et dommages causés aux tiers par l'exécution des travaux dans l'emprise du chantier.

ARTICLE 11 : Dès que le délai accordé pour la réalisation de l'intervention est dépassé, ou en cas d'insécurité sur la zone en chantier ou de non-respect des mesures sanitaires, la Ville de Lens se réserve le droit de le faire stopper l'intervention le cas échéant, aux frais de l'entreprise LEFEBVRE sans que celle-ci n'ait l'assurance d'en être informée, et cela sans recours.

ARTICLE 12 : L'accès aux riverains, ainsi qu'aux services de secours et d'incendie, sera maintenu.

ARTICLE 13 : L'entreprise LEFEBVRE sera tenue d'afficher, de manière visible, au droit des travaux le présent arrêté.

ARTICLE 14 : L'entreprise LEFEBVRE sera tenue de respecter le règlement de voirie municipal approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 1987 et du 19 juin 1987.

ARTICLE 15 : La non-application des articles précédents fera l'objet d'une mise en demeure, qui sera suivie d'un arrêt de chantier en cas de carence.

ARTICLE 16 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de LILLE, rue Geoffroy Saint-Hilaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire, dans le même délai de deux mois.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite.

ARTICLE 17 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication sur le site internet de la Ville de Lens : www.villedelens.fr (rubrique actes administratifs), et une copie en sera adressée à Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Lens. En outre, une expédition en sera transmise au Commissaire Central de Police et de Sécurité Publique de Lens, ainsi qu'au Comptable Public.

ARTICLE 18 : Le Directeur Général des Services de la Mairie et Monsieur le Commissaire Central de Police et de Sécurité Publique de Lens, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville, le 5 septembre 2022

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué,



Jean-Pierre HANON

